

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 18/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANOFI WINTHROP INDUSTRIE

route d'Avignon
30390 Aramon

Références : -
Code AIOT : 0006600432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE implanté route d'Avignon 30390 Aramon. L'inspection a été annoncée le 24/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 "PM2I".

L'âge de l'outil industriel français est un des facteurs du vieillissement des équipements industriels, comme l'illustre l'accidentologie de ce secteur. Le suivi et la maîtrise des conséquences du vieillissement des équipements industriels sont donc des facteurs essentiels de la maîtrise des risques technologiques.

Les arrêtés ministériels du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables,

exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, intègrent un ensemble de dispositions réglementaires visant à suivre les équipements pouvant conduire à des risques pour la vie humaine et pour l'environnement.

En vigueur depuis maintenant plus d'une dizaine d'années, ces dispositions réglementaires font maintenant partie du « paysage réglementaire » global et n'ont plus fait l'objet depuis 2017 d'action nationale dédiée.

Ainsi, cette action a notamment pour objectif de vérifier la bonne appropriation dans le temps du cadre réglementaire et la mise en œuvre pérenne des différentes exigences de suivi des équipements. Cette action vise en particulier la pertinence du recensement réalisé par les exploitants et la bonne mise en œuvre des programmes de surveillance, notamment par le respect des échéances.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI WINTHROP INDUSTRIE
- route d'Avignon 30390 Aramon
- Code AIOT : 0006600432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement SANOFI d'Aramon est spécialisé dans la production de principes actifs médicamenteux depuis 1963.

La fabrication de ces médicaments est effectuée suivant trois types d'activités : la synthèse organique (chimie fine), l'extraction végétale et l'hémisynthèse et la biochimie (biotechnologie). Les principaux produits fabriqués sont la méglumine antimoniate (Glucantime®), l'amiodarone chlorhydrate (Cordarone®) et l'irbesartan (Aprovel®).

Le site est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et est classé SEVESO seuil haut. Le site relève également de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Sans objet
2	2) Recensement des réservoirs soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
3	3) Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Sans objet
4	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	5) Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Sans objet
6	6) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a été menée dans le cadre de l'action nationale 2025 "PM2I" : elle a pour objectif de s'assurer du suivi de l'exploitant et de sa maîtrise des conséquences liées au vieillissement de ses équipements industriels, facteurs essentiels de la maîtrise des risques technologiques.

Cette visite a permis de vérifier la bonne appropriation dans le temps du cadre réglementaire (AM du 3/10/10 et 4/10/10), et la mise en œuvre pérenne des différentes exigences de suivi des équipements. Lors de cette visite, l'exploitant a justifié d'une organisation structurée pour le recensement réalisé des équipements soumis, ainsi que pour la définition et la mise en œuvre des programmes de surveillance.

Les actions sur les équipements soumis au PM2I sont tracées via la plateforme spécialisée EALICO, dont la mise à jour et le suivi sont assurés par le "service inspection" du site.

Aucune non conformité n'a été relevée lors de cette visite d'inspection. Le détail des constats est explicité ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : L'établissement est soumis à l'arrêté ministériel (AM) du 3/10/10 modifié relatif au stockage en

réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre des rubriques « liquides inflammables ». Ainsi, le champ du plan de modernisation des installations industrielles s'applique aux réservoirs aériens visés par l'article 29 de cet AM du 3/10/10 modifié, et en ce qui concerne les autres réservoirs, ils peuvent être soumis à l'AM du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Dans ce cadre réglementaire, l'exploitant a procédé au recensement des équipements du site soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) via une plateforme sécurisée nommée EALICO, présentée en séance. Par extraction depuis cette plateforme, la liste des équipements soumis au PM2I a été transmise sur demande de l'inspection en amont de la présente visite, intégrant les réservoirs, tuyauteries et génie civil/rétention. Elle se présente sous format excel et précise les caractéristiques justifiant le classement PM2I retenu par équipement. L'ensemble des réservoirs recensés contient des liquides inflammables.

L'exploitant précise que le recensement initial a été mené par le « service inspection » du site d'Aramon, service également en charge du suivi du volet « équipement sous pression » disposant de compétences spécifiques sur ces missions. Suite à une réorganisation du groupe, la direction technique ainsi que ce service inspection sont mutualisés depuis quelques mois à l'échelle de la plateforme Sanofi Winthrop Industrie « Aramon - Sisteron - Mourenx ».

Le service inspection est en charge de la tenue à jour de cette liste via EALICO, qui permet, lors d'une actualisation sur une/des caractéristiques des réservoirs/tuyauterie/génie/civile/rétention (faisant suite à une modification sur site par exemple), une mise à jour de la liste des équipements soumis, justificatifs à l'appui. Une analyse plus détaillée sur ce recensement et cette plateforme EALICO est présentée aux constats suivants au regard des prescriptions contrôlées prises en référence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 03/10

Prescription contrôlée :

29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection.

Constats :

Par extraction depuis la plateforme spécialisée EALICO, l'exploitant dispose de la liste des équipements soumis au PM2I : cette liste intègre les réservoirs, tuyauteries et génie civil/rétention. Elle se présente sous format excel et précise les caractéristiques justifiant le classement PM2I retenu par équipement. L'ensemble des réservoirs recensés contient des liquides inflammables (soumis à l'Arrêté Ministériel du 03/10/10 modifié).

Tous les bacs du site, avec notamment leur localisation, leur volume et les mentions de dangers de la substance contenue sont intégrés dans cette plateforme. L'exploitant justifie de la mise à

jour des données entrantes de cette plateforme au fil de l'eau via le processus modification, intégré au sein de son système de gestion de la sécurité. Ces informations sont centralisées au service HSE et regroupent des demandes d'études ou des demandes de modifications intégrant aussi toute évolution de mentions de dangers dans les fiches de données de sécurité des substances présentes sur site. Aucun bac de plus de 100 m³, ni aucun bac de plus de 10m3 contenant des substances de mention de dangers H400 ou H410 ne sont présents sur le site.

La plateforme EALICO est également programmée pour alerter l'exploitant de toute évolution réglementaire : ces alertes sont traitées par l'équipe experte « service inspection » avant validation et mise à jour des données.

L'exploitant justifie dans ces conditions que l'ensemble des autres réservoirs présents sur site, de part leur plus petite taille et les substances contenues, ne sont pas soumis au PM2I et que la liste de réservoirs soumis à PM2I est tenue à jour au fil de l'eau.

Via le manuel HSE Aramon, daté de 2005 et dernièrement mis à jour en décembre 2024 suite aux modifications des Arrêtés Ministériels des 3 et 4/10/10, l'exploitant justifie au paragraphe M12 « contrôle HSE » de la prise en compte dans son système de gestion de la sécurité du « vieillissement des installations ». Par sondage les procédures suivantes, disponibles sur l'outil interne calypso, ont été tenues à disposition de l'inspection :

- procédure ARAMN-PROC-00926 relatif au recensement et suivi des réservoirs ;
 - procédure ARAMN-PROC-0034 relatif aux demandes de modifications ;
- justifiant du recensement initial pour le volet « réservoirs » et de la tenue à jour des informations PM2I au cours du temps de vie des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3) Examen d'un dossier de réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 03/10

Prescription contrôlée :

Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :

- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;
- volume du réservoir ;
- matériaux de construction, y compris des fondations ;
- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;
- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;
- dates, types d'inspection et résultats ;
- réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le dossier de suivi individuel de chaque réservoir, y compris l'état initial, est disponible sur la plateforme EALICO, et est calé sur le DT94 (guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux). Il s'agit de la seule source de données pour le suivi PM2I des équipements du site d'Aramon.

Par sondage l'inspection examine le dossier de suivi individuel du réservoir 042RC1133 présent au parc solvant P42 : les renseignements suivants en italique sont notamment disponibles sur EALICO :

Référence RCI = bac INOX , pas de revêtement intérieur

Date de mise en service : 13/05/2022

Date essai hydraulique : 24/3/2022

Volume : 97,50 m3

Produit stocké : acétonitrile initialement puis à date acétate de méthyle (liquide inflammable) - mention de dangers : H225, H319, H336(cf commentaire 1 ci-dessous)

Dossier fabricant Lescaut

Certificat matière des matériaux utilisés

Dernière date visite routine réalisée : 8/01/24 écart relevé par la plateforme EALICO (cf commentaire 2 ci-dessous)

Suivi anomalie dans « observations » : rien à signaler (cf commentaire 3 ci-dessous)

Équipement lié : cuvette de rétention 042RZR131 - C131 (cf commentaire 4 ci-dessous)

Les éléments consultés sur le dossier de suivi individuel ne soulèvent pas de points d'écart de la part de l'inspection : trois précisions sont toutefois apportées, dont une demande d'étude sur le suivi assuré par EALICO :

1) L'historique de la liste des produits ou famille de produits stockés successivement dans le réservoir est plutôt fastidieux à reconstituer via la plateforme qui n'est pas configurée pour ressortir l'information directement : l'exploitant dispose de cette information de par sa connaissance du site et du fait que le réservoir soit récent, mais l'exercice serait plus compliqué sur un réservoir ancien, où l'information est disponible via les demandes d'études. **Pour une meilleure lisibilité et un accès à l'information facilité, il pourrait être étudié une évolution de l'utilisation de l'outil EALICO pour assurer la traçabilité de cet historique de la liste des produits ou famille de produits stockés successivement dans le réservoir.**

2) La visite 2025 n'est pas finalisée, le rapport non encore disponible : en effet les inspections externes quinquennales, réalisées par l'APAVE, sont en cours sur le site depuis le 10/2/24 ; les contrôles de tous les équipements soumis au PM2I ont été regroupés sur cette période et sont non terminés au jour de la visite.

3) En cas d'anomalie relevée sur un équipement dans le champ « observations », le logiciel émet des alertes au « service inspection » jusqu'à la fin du traitement de l'anomalie.

4) La plateforme assure les liens entre chacun des équipements « stockage - cuvette - tuyauterie ». L'équipement lié via EALICO cité ici est également bien présent dans le recensement PM2I transmis par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 03/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des visites de routine ; - des inspections externes détaillées ; - des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'inspection de chaque réservoir est disponible sur la plateforme EALICO, seule source de données pour le suivi PM2I des équipements du site d'Aramon. Pour rappel (cf constat 2), aucun bac de plus de 100 m³, ni aucun bac de plus de 10m3 contenant des substances de mention de dangers H400 ou H410, ne sont présents sur le site.</p> <p>L'exploitant a revu son organisation en 2024 : en amont du contrôle quinquennal 2025, en cours sur le site mené par l'APAVE, il a été défini un plan d'inspection individualisé pour chaque réservoir avec l'expertise de l'APAVE et du « service inspection » compétent du site. Il n'existe plus de plan d'inspection pouvant être commun à un « groupe de cuves ».</p> <p>Par sondage, l'inspection examine le <u>plan d'inspection du réservoir 027RCS204 présent à la STEP</u> : il s'agit d'un réservoir en synthétique, fabricant PLASTICON FRANCE, 80m3, STOCKAGE SOA TOLUENIQUE - liquide inflammable, mis en service le 1/03/2006.</p> <p>Concernant l'inspection de ce réservoir 027RCS204, l'exploitant dispose via la plateforme EALICO du plan d'inspection spécifique du réservoir 027RCS204 référencé « A5348266571-2 - indice 0 ».</p> <p>Ce plan a été établi en 2024 avec l'expertise de l'APAVE opérant les contrôles réglementaires en 2025. Il prévoit en exploitation une visite de routine annuelle ainsi qu'une visite Externe Détaillée (ED) tous les 5 ans. Le plan est fixé sur le « niveau A » pour chaque élément du réservoir (fond, robe, toit, accessoires et accès) et type de contrôle (épaisseur, soudure, géométrie, accessoires et piquages), c'est-à-dire sur le niveau le plus élevé des méthodes d'inspection et de contrôle défini dans le DT94. Une réflexion spécifique des modes de dégradation de ce réservoir « en synthétique » a été menée entre experts : elle a conduit à un renforcement de l'inspection visuelle, en réponse aux contraintes au vieillissement spécifiques de perte de ductilité du matériau pouvant entraîner un risque de fissure.</p> <p>En ce qui concerne les rapports d'inspection détaillé et de routine pour ce réservoir, ils font l'objet d'un constat spécifique au point 5 ci-après.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 5) Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – rapport inspection 03/10
Prescription contrôlée : <p>29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.</p> <p>29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p> <p>29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.</p>
Constats : <p>Le plan d'inspection de chaque réservoir est disponible sur la plateforme EALICO, seule source de données pour le suivi PM2I des équipements du site d'Aramon. Aucun bac de plus de 100 m³, ni aucun bac de plus de 10m³ contenant des substances de mention de dangers H400 ou H410 ne sont présents sur le site. Aucun équipement suivi au titre du PM2I ne fait l'objet d'inspection hors exploitation.</p> <p>Par sondage, l'inspection a examiné les modalités de suivi de 2 réservoirs soumis au PM2I suivants :</p> <p>- Réservoir 027RCS204 à la STEP : il s'agit d'un réservoir en synthétique, fabricant PLASTICON FRANCE, 80m³, STOCKAGE SOA TOLUENIQUE - liquide inflammable, mis en service le 1/03/2006.</p> <p>L'exploitant dispose via la plateforme EALICO :</p> <ul style="list-style-type: none">- du plan d'inspection spécifique du réservoir 027RCS204 référencé « A5348266571-2 - indice 0 » établi en 2024 avec l'expertise de l'APAVE opérant les contrôles réglementaires en 2025 (cf détails au point 4 ci-dessus) ;- de l'inspection détaillée 2020 menée par Bureau Veritas, dont l'action a été suivie avant la mise en place de EALICO via ordres de travaux ODT via SAP, ODT aujourd'hui clôturés ;- de l'inspection de routine réalisée par Bureau Veritas le 19/01/2024 : le rapport consulté relève une observation sur l'étiquetage non visible sur le bac : l'action est suivie et relevée finie sur EALICO.

A noter que l'inspection détaillée 2025 menée selon le plan d'inspection spécifique du réservoir 027RCS204 référencé « A5348266571-2 - indice 0 » sus-cité, prenant en considération les modes de dégradation spécifiques du réservoir en matériaux spécifiques en synthétique, est en cours sur le site au moment de la visite objet du présent rapport.

- Réservoir 65RCE023 au parc 65 : il s'agit d'un réservoir en acier revêtu émail, fabricant TYCON, 23 m³, STOCKAGE SOLUTION ORGANO ALCALINE - liquide inflammable, mis en service le 20/10/1998.

L'exploitant dispose via la plateforme EALICO :

- * du plan d'inspection spécifique, établi en 2024 avec l'expertise de l'APAVE opérant les contrôles réglementaires en 2025 ;

- * du rapport de contrôle du 30/01/2020 de la dernière visite externe détaillée, réalisée par Bureau Veritas, sans points d'écarts majeurs : l'action a été suivie avant la mise en place de EALICO via ordres de travaux ODT via SAP, ODT aujourd'hui clôturés. Le contrôle quinquennal 2025 est en cours sur site

lors de la visite et est réalisé par l'APAVE.

- * du dernier rapport de visite de routine du 19/01/2024 réalisé par Bureau Veritas, avec une observation relative à « l'oxydation de la boulonnerie présente sur le toit » : le point est en cours de traitement, traçabilité des actions réalisées via la plateforme EALICO.

Depuis EALICO, le suivi des écarts éventuels constatés lors des inspections, suivi assuré par le « service inspection » du site, n'est plus réalisé via les ordres de travaux dans SAP mais via cette plateforme : elle permet d'archiver les rapports de manière exhaustive, de consigner par écrit les éventuels écarts, de les attribuer aux personnes compétentes pour analyse et décision et de les suivre avec un système d'alerte automatique générée par EALICO.

L'inspection ne relève pas d'écarts sur le suivi effectué au titre du PM2I sur des deux réservoirs sélectionnés par sondage : l'exploitant met à disposition lors de la visite les rapports d'inspections demandés et justifie du suivi effectué sur les éventuels défauts détectés, les suites données, l'adaptation du programme d'inspection et les interventions effectuées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : 6) Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du

fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :

L'exploitant a procédé au recensement des équipements du site soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) via une plateforme sécurisée nommée EALICO, présentée en séance. Par extraction depuis cette plateforme, la liste des équipements soumis au PM2I a été transmise sur demande de l'inspection en amont de la présente visite, intégrant les réservoirs, tuyauteries et génie civil/rétention. Elle se présente sous format excel et précise les caractéristiques justifiant le classement PM2I retenu par équipement. L'ensemble des réservoirs recensés contient des liquides inflammables.

L'exploitant précise que le recensement initial a été mené par le « service inspection » du site d'Aramon, service également en charge du suivi du volet « équipement sous pression » disposant de compétences spécifiques sur ces missions. Suite à une réorganisation du groupe, la direction technique ainsi que ce service inspection sont mutualisés depuis quelques mois à l'échelle de la plateforme Sanofi Winthrop Industrie « Aramon - Sisteron - Mourenx ».

Le service inspection est en charge de la tenue à jour de cette liste via EALICO, qui permet, lors d'une actualisation sur une/des caractéristiques des réservoirs/tuyauterie/génie/civile/rétention (faisant suite à une modification sur site par exemple), une mise à jour de la liste des équipements soumis, justificatifs à l'appui.

L'inspection s'est notamment assurée par sondage que :

- les massifs et cuvettes des réservoirs suivis au titre du PM2I sont également intégrés au recensement présenté : ce lien entre chacun des équipements « stockage - cuvette - tuyauterie » est assuré via la plateforme EALICO. Le recensement consulté intègre 25 équipements référencés sous l'onglet généraliste « cuvette » au jour de la visite, équipements répartis sur les zones P13, STEP, P42, P65 et P82, pour 36 équipements référencés sous l'onglet généraliste « stockage » ;
- pour les tuyauteries inter-unité soumises au PM2I recensés, les structures les supportant sont également prises en compte dans le recensement des équipements à suivre au titre du PM2I. Le recensement consulté intègre 12 équipements référencés sous l'onglet généraliste « tuyauterie » au jour de la visite, dont 4 étant inter-unités.

Type de suites proposées : Sans suite